

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE - FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 95 - 2136

[S - C - 29314]

24 AVRIL 1995. - Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
modifiant l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu les lois sur la collation des grades académiques et le programme des examens universitaires, coordonnées le 31 décembre 1949, notamment l'article 6bis inséré par la loi du 31 juillet 1975, modifié par le décret du 31 mai 1989;

Vu la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement, notamment l'article 24, modifié par les lois des 6 juillet 1970, 14 juillet 1975 et 18 septembre 1981, par l'arrêté royal n° 411 du 25 avril 1986 et par le décret du 16 avril 1991;

Vu la loi du 19 juillet 1971 relative à la structure générale et à l'organisation de l'enseignement secondaire, notamment l'article 5, modifié par la loi du 31 juillet 1975;

Vu le décret du 5 septembre 1994 relatif aux régimes des études universitaires et des grades académiques;

Vu l'arrêté royal du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire, modifié par l'arrêté royal n° 438 du 11 août 1986, par les arrêtés royaux des 3 juillet 1985 et 1er juin 1987, par l'arrêté de l'Exécutif du 30 août 1989 et par les arrêtés du Gouvernement des 19 juillet 1993 et 20 juin 1994;

Vu l'avis du Conseil d'Etat du 27 mars 1995;

Sur proposition du Ministre de l'Education et de l'Audiovisuel,

Arrête :

Article 1er L'article 21, § 1er, de l'arrêté du 29 juin 1984 relatif à l'organisation de l'enseignement secondaire est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1er. Les élèves qui ne satisfont pas à une ou à plusieurs exigences de l'article 2, 6°, du présent arrêté sont des élèves libres. Ils ne peuvent prétendre à la sanction des études. Le chef d'établissement avertit les parents ou l'élève majeur de cette situation par un écrit qu'ils lui remettent après y avoir, à leur tour apposé leur signature. L'inscription d'un élève libre est subordonnée à l'avis favorable du conseil d'admission de l'année d'études dans laquelle il souhaite s'inscrire".

Art. 2. L'article 23 du même arrêté modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985 et l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 1993 est complété par un paragraphe 8 rédigé comme suit :

"§ 8. Les attestations d'orientation énumérées au § 2 sont délivrées sous réserve pour les élèves visés à l'article 56, 3°, et à l'article 56bis".

Art. 3. L'article 24, § 1er et § 1bis, du même arrêté modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985 et l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 1993 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1er. Au terme de la 1ère année d'études, le conseil de classe détermine pour les élèves réguliers qui ne sont pas encore porteurs du certificat d'études de base s'ils ont terminé cette année avec fruit. Dans ce cas, ledit certificat leur est délivré.

§ 1erbis. Au terme de la 1ère année B, une attestation de fréquentation est délivrée aux élèves réguliers.

Le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions fixe le modèle de cette attestation.

§ 1erter. Un certificat équivalent au certificat d'études de base est délivré aux élèves réguliers qui ont terminé avec fruit la 2ème année de l'enseignement secondaire et qui ne sont pas porteurs du certificat d'études de base.

Le Ministre ayant l'enseignement secondaire dans ses attributions fixe le modèle de ce certificat".

Art. 4. L'article 25 du même arrêté modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985 et l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 1993 est remplacé par la disposition suivante :

"Art. 25, § 1er. Le certificat d'enseignement secondaire inférieur est délivré aux élèves dont la régularité des études a été constatée par la Commission d'homologation et :

1° qui ont terminé avec fruit une deuxième année d'études de l'enseignement secondaire et une troisième année d'études de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique;

2° qui ont terminé avec fruit le premier degré de l'enseignement secondaire et une troisième année d'études de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique;

3° qui ont terminé avec fruit une troisième et une quatrième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel.

§ 2. Le certificat d'enseignement secondaire supérieur susceptible d'homologation est délivré aux élèves réguliers :

1° qui ont terminé avec fruit les deux dernières années d'études dans l'enseignement secondaire général, technique ou artistique, dans la même forme d'enseignement, dans la même section, et dans la même orientation d'études;

2° qui ont terminé avec fruit la septième année visée à l'article 4, § 1er, 5° et § 2, après avoir terminé avec fruit une sixième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel".

Art. 5. L'article 46, § 1er du même arrêté modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985 et l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 1993 est remplacé par la disposition suivante :

"§ 1er. Les élèves qui ne satisfont pas à une ou à plusieurs exigences de l'article 2, 6°, du présent arrêté sont des élèves libres. Ils ne peuvent prétendre à la sanction des études. Le chef d'établissement avertit les parents ou l'élève majeur de cette situation par un écrit qu'ils signent. L'inscription d'un élève libre est subordonnée à l'avis favorable du jury d'admission de l'année d'études dans laquelle il souhaite s'inscrire".

Art. 6. L'article 48 du même arrêté modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985 et l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 1993 est complété par un paragraphe 8 libellé comme suit :

"§ 8. Les attestations d'orientation citées au paragraphe 2 sont délivrées sous réserve pour les élèves visés à l'article 56, 3°, et à l'article 56bis".

Art. 7. L'article 50 du même arrêté modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985 et l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 1993 est remplacé par la disposition suivante :

"Article 50. § 1er. Le certificat d'enseignement secondaire inférieur est délivré aux élèves dont la régularité des études est constatée par la Commission d'homologation et :

1° qui ont terminé avec fruit une deuxième année d'études de l'enseignement secondaire et une troisième année de l'enseignement général, technique ou artistique;

2° qui ont terminé avec fruit les deux premières années de l'enseignement secondaire général ou technique de type II et une troisième année d'études de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique;

3° qui ont terminé avec fruit une troisième et une quatrième années d'études de l'enseignement secondaire professionnel.

§ 2. Le certificat d'enseignement secondaire supérieur susceptible d'homologation est délivré aux élèves réguliers :

1° qui ont terminé avec fruit les deux dernières années d'études dans l'enseignement secondaire général, technique ou artistique, dans la même forme d'enseignement, dans la même section et dans la même orientation d'études;

2° qui ont terminé avec fruit la septième année visée à l'article 29, § 5 et § 6, a) après avoir terminé avec fruit une sixième année d'études de l'enseignement secondaire professionnel".

Art. 8. L'article 56 du même arrêté modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985 et l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 1993 est complété par un 3° rédigé comme suit :

"3° à l'obligation d'avoir obtenu la décision d'équivalence avant la fin de l'année scolaire où les études ont été commencées. Cette obligation peut être reportée jusqu'avant la fin de la sixième année de l'enseignement secondaire. Les élèves concernés conservent la qualité d'élève libre tant que la décision d'équivalence n'est pas intervenue. Une fois cette dernière obtenue dans le délai prescrit, la qualité d'élève régulier sera reconnue aux intéressés pour l'année scolaire en cours et le cas échéant, pour les années scolaires antérieures".

Art. 9. Un article 56bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

"Article 56bis § 1er. Les élèves de la quatrième année de l'enseignement général, technique ou artistique ou de la cinquième année de l'enseignement professionnel dont le caractère régulier ne sera pas reconnu à l'issue d'un contrôle effectué au cours de la quatrième année de l'enseignement secondaire général, technique ou artistique ou de la cinquième année de l'enseignement professionnel, devront pour conserver la qualité d'élève régulier, obtenir le certificat d'enseignement secondaire inférieur devant le Jury de la Communauté française avant la fin de la quatrième année de l'enseignement général, technique ou artistique ou avant la fin de la cinquième année de l'enseignement professionnel.

§ 2. Le Ministre ou son délégué peut, en raison de circonstances particulières et exceptionnelles, et pour des cas individuels, autoriser les élèves visés au § 1er à obtenir le certificat d'enseignement secondaire inférieur, devant le Jury de la Communauté française, avant la fin de la cinquième année de l'enseignement général, technique ou artistique ou avant la fin de la sixième année de l'enseignement professionnel. Les élèves concernés conservent la qualité d'élève libre jusqu'à régularisation éventuelle de leur situation. Une fois obtenu le certificat d'enseignement secondaire inférieur dans le délai prescrit, la qualité d'élève régulier sera reconnue aux intéressés pour l'année scolaire en cours et le cas échéant, pour les années scolaires antérieures".

Art. 10. L'article 58, § 3, du même arrêté modifié par l'arrêté royal du 3 juillet 1985 et l'arrêté du Gouvernement du 19 juillet 1993 est remplacé par la disposition suivante :

§ 3. Dans l'année d'études visée à l'article 4, § 2, et à l'article 29, § 6, a), du présent arrêté, le Ministre ou son délégué peut dispenser de certains cours enseignés les porteurs du certificat homologué d'enseignement secondaire supérieur obtenu dans une orientation d'études ou dans une section correspondante de l'enseignement général, technique, artistique ou professionnel.

Pour les porteurs du certificat homologué d'enseignement secondaire supérieur obtenu dans l'enseignement professionnel, la correspondance peut aussi être établie par rapport à l'orientation d'études ou à la section suivie en 6ème année.

Art. 11. Le présent arrêté produit ses effets à partir de l'année scolaire 1994-1995 à l'exception des articles 4 et 7 qui produisent leurs effets à partir de l'année scolaire 1993-1994.

Art. 12. Le Ministre qui a l'enseignement secondaire dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 24 avril 1995.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Éducation,

Ph. MAHOUX

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING.

[S - C - 29314]

N: 95 - 2136

24 APRIL 1995. - Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wetten op het toekennen van de academische graden en het programma van de universitaire examens, gecoördineerd op 31 december 1949, inz. artikel 6bis, ingevoegd bij de wet van 31 juli 1975 en gewijzigd bij decreet van 31 mei 1989;

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, inz. artikel 24, gewijzigd bij de wetten van 6 juli 1970, 14 juli 1975 en 18 september 1981, het koninklijk besluit 411 van 25 april 1986 en het decreet van 16 april 1991;

Gelet op de wet van 19 juli 1971 betreffende de algemene structuur en de organisatie van het secundair onderwijs inz. artikel 5, gewijzigd bij de wet van 31 juli 1975;

Gelet op het decreet van 5 september 1994 tot regeling van de universitaire studies en de academische graden;
 Gelet op het koninklijk besluit van 29 juni 1984 betreffende de organisatie van het secundair onderwijs, gewijzigd bij het koninklijk besluit 438 .dd. 11 augustus 1986, de koninklijke besluiten van 3 juli 1985 en 1 juni 1987, het besluit van de Executieve d.d. 30 augustus 1989 en de besluiten van de Regering d.d. 19 juli 1993 en 20 juni 1994;

Gelet op het advies van de Raad van State d.d. 27 maart 1995;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs en Audiovisuele Media,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Wijzigingsbepalingen

Artikel 1. Artikel 21, § 1, van voormeld koninklijk besluit van 29 juni 1984 wordt vervangen als volgt :

"1. De leerlingen die niet voldoen aan een of meer vereisten van artikel 2, 6° van dit besluit, zijn vrije leerlingen. Zij hebben geen aanspraak op bekrachtiging van de studie.

Het inrichtingshoofd wijst de ouders of de meerderjarige leerling op die toestand d.m.v. een geschrift dat zij hem ondertekend terugbezorgen. De inschrijving als vrij leerling vereist het gunstig advies van de toelatingsraad voor het betrokken leerjaar".

Art. 2. Artikel 23 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 3 juli 1985 en hij besluit van de Regering d.d. 19 juli 1993, wordt aangevuld als volgt :

"§ 8. De in § 2 vermelde oriënteringsattesten worden onder voorbehoud uitgereikt aan leerlingen, bedoeld in artikel 56, 3° en artikel 56bis".

Art. 3. Artikel 24, §§ 1 en 1bis van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd, wordt vervangen als volgt :

"Na het 1e leerjaar beslist de klasseraad of de regelmatige leerlingen die niet in het bezit zijn van het basisstudiegetuigschrift dat jaar met goed gevolg hebben volbracht, in welk geval bedoeld getuigschrift hun wordt uitgereikt.

§ 1bis. Na het 1e jaar B wordt de regelmatige leerlingen een attest van schoolbezoek uitgereikt, waarvan de voor het secundair onderwijs bevoegde Minister het model vaststelt.

§ 1ter. Een met het basisstudiegetuigschrift gelijkwaardig getuigschrift wordt uitgereikt aan de regelmatige leerlingen die met goed gevolg het 2e leerjaar hebben beëindigd en niet in het bezit zijn van het basisstudiegetuigschrift. De voor het secundair onderwijs bevoegde Minister bepaalt het model van dat getuigschrift".

Art. 4. Artikel 23 van hetzelfde besluit zoals gewijzigd wordt vervangen als volgt :

"Art. 25. § 1. Het getuigschrift van lager secundair onderwijs wordt uitgereikt aan leerlingen voor wie de homologatiecommissie de regelmatigheid van de gedane studie heeft vastgesteld en die met goed gevolg :

1° een 2e leerjaar secundair onderwijs en een 3e leerjaar algemeen, technisch of artistiek secundair onderwijs beëindigd hebben;

2° de 1e graad van het secundair onderwijs in een 3e leerjaar algemeen, technisch of artistiek secundair onderwijs beëindigd hebben;

3° een 3e en een 4e leerjaar secundair beroepsonderwijs beëindigd hebben.

§ 2. Een homologeerbaar getuigschrift van hoger secundair onderwijs wordt uitgereikt aan regelmatige leerlingen die met goed gevolg :

1° de laatste 2 leerjaren algemeen, technisch of artistiek secundair onderwijs beëindigd hebben in dezelfde onderwijsvorm, afdeling en studierichting;

2° het in artikel 47 § 1, 5° en § 2 bedoelde 7e leerjaar en eerst een 6e leerjaar secundair beroepsonderwijs beëindigd hebben".

Art. 5. Artikel 46, § 1, van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd, wordt vervangen als volgt :

"1. De leerlingen die niet voldoen aan een of meer vereisten van artikel 2, 6° van dit besluit zijn vrije leerlingen. Zij hebben geen aanspraak op bekrachtiging van de studie.

Het inrichtingshoofd wijst de ouders of de meerderjarige leerling op die toestand d.m.v. een geschrift dat zij hem ondertekend terugbezorgen. De inschrijving als vrij leerling vereist het gunstig advies van de toelatingscommissie voor het betrokken leerjaar.

Art. 6. Artikel 48 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 3 juli 1985 en bij besluit van de Executieve d.d. 19 juli 1993, wordt aangevuld als volgt :

"§ 8. De in § 2 vermelde oriënteringsattesten worden onder voorbehoud uitgereikt aan leerlingen bedoeld in artikel 56, 3° en artikel 56bis".

Art. 7. Artikel 50 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd, wordt vervangen als volgt :

"Art. 50. § 1. Het getuigschrift van lager secundair onderwijs wordt uitgereikt aan leerlingen voor wie de homologatiecommissie de regelmatigheid van de gedane studie heeft vastgesteld en die met goed gevolg :

1° een 2e leerjaar secundair onderwijs en een 3e leerjaar algemeen technisch of artistiek onderwijs beëindigd hebben;

2° de eerste 2 jaren van het algemeen of technisch secundair onderwijs van type II en een 3e leerjaar algemeen, technisch of artistiek secundair onderwijs beëindigd hebben;

3° een 3e en een 4e leerjaar secundair beroepsonderwijs beëindigd hebben.

§ 2. Een homologeerbaar getuigschrift van hoger secundair onderwijs wordt uitgereikt aan regelmatige leerlingen die met goed gevolg :

1° de laatste 2 leerjaren algemeen, technisch of artistiek secundair onderwijs beëindigd hebben in dezelfde onderwijsvorm, afdeling en studierichting;

2° het in artikel 29 § 5 en § 6 a) bedoelde 7e leerjaar en eerst een 6e leerjaar secundair beroepsonderwijs beëindigd hebben".

Art. 8. Artikel 56 van hetzelfde besluit, zoals gewijzigd, wordt aangevuld als volgt :

"3° van de verplichting, de gelijkwaardigheidsbeslissing bekomen te hebben vóór het einde van het schooljaar waarin de studie werd aangevat. Die verplichting kan verdaagd worden tot vóór het einde van het 6e jaar secundair onderwijs. De betrokkenen blijven vrij leerling zolang die beslissing niet getroffen is. Wanneer ze binnen de gestelde termijn getroffen wordt, erkent men de betrokkenen als regelmatig leerling voor het lopende schooljaar en, in voorkomend geval, voor de vorige schooljaren".

Art. 9. In hetzelfde besluit wordt een artikel 56bis ingevoegd :

*Art. 56bis. § 1. De leerlingen van het 4e jaar algemeen, technisch of artistiek onderwijs of van het 5e jaar beroepsonderwijs die niet als regelmatig leerling erkend zijn bij een controle in het 4e jaar algemeen, technisch of artistiek secundair onderwijs of in het 5e jaar beroepsonderwijs, moeten, om nog als regelmatig leerling beschouwd te worden, het getuigschrift van lager secundair onderwijs bekomen voor de examencommissie van de Franse Gemeenschap vóór het einde van het 4e jaar algemeen, technisch of artistiek onderwijs of van het 5e jaar beroepsonderwijs.

§ 2. De Minister of zijn gemachtigde kan, in bijzondere en uitzonderlijke omstandigheden, individuele leerlingen bedoeld in § 1 de toelating geven om voor de examencommissie van de Franse Gemeenschap het getuigschrift van lager secundair onderwijs te bekomen voor het einde van het 5e jaar algemeen, technisch of artistiek onderwijs of van het 6e jaar beroepsonderwijs. De betrokkenen blijven vrij leerling zolang hun toestand niet geregulariseerd is. Wanneer het getuigschrift van lager secundair onderwijs binnen de gestelde termijn bekomen wordt, erkent men de betrokkenen als regelmatig leerling voor het lopende schooljaar en, in voorkomend geval, voor de vorige schooljaren".

Art. 10. Artikel 58, § 3, van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

*§ 3. In het in de artikelen 4, § 2, en 29, § 6 a) van hetzelfde besluit bedoelde schooljaar kan de Minister of zijn gemachtigde de houders van het gehomologeerd getuigschrift van hoger secundair onderwijs in een overeenstemmende studierichting of afdeling van het algemeen, technisch, artistiek of beroepsonderwijs, van bepaalde onderwijsvakken vrijstellen.

Voor de houders die dat getuigschrift in het beroepsonderwijs bekomen hebben, kan de overeenstemming met de in het 6e jaar gevolgde richting of afdeling vastgesteld worden.

Art. 11. Dit besluit heeft uitwerking vanaf het schooljaar 1994-1995 behalve de artikelen 4 en 7 die uitwerking hebben vanaf het schooljaar 1993-1994.

Art. 12. De Minister tot wiens bevoegdheid het secundair onderwijs behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 24 april 1995.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Onderwijs,
Ph. MAHOUX

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE - DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 95 - 2137

[S-Mac - 35053]

15. DEZEMBER 1994. - Erlaß zur Regelung der finanziellen Laufbahnen des Personals des Belgischen Rundfunk- und Fernsehentrums der Deutschsprachigen Gemeinschaft

Die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft.

Aufgrund des Gesetzes vom 31. Dezember 1983 über institutionelle Reformen für die Deutschsprachige Gemeinschaft, abgeändert durch die Gesetze vom 06. Juli, 18. Juli 1990, 16. Juli 1993 und 30. Dezember 1993;

Aufgrund des Dekretes vom 27. Juni 1986 über das Belgische Rundfunk- und Fernsehzentrum der Deutschsprachigen Gemeinschaft, abgeändert durch das Dekret vom 19. Februar 1990;

Aufgrund des Protokolls Nr. 2/94 des Sektorenausschusses XIX der Deutschsprachigen Gemeinschaft vom 1. April 1994;

Aufgrund des Einverständnisses des Minister-Präsidenten, zuständig für die Finanzen vom 14. Dezember 1994;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung der Tatsache, daß die Regelung der finanziellen Laufbahnen zum 1. April 1994 im Rahmen des intersektoriellen Abkommens angepaßt werden muß, ist es vonnöten, die gesetzliche Grundlage zu schaffen, damit die Gehälter berechnet und ausbezahlt werden können;

Auf Vorschlag des Ministers für Medien, Erwachsenenbildung, Behindertenpolitik, Sozialhilfe und Berufsumschulung.

Beschließt:

Artikel 1. Die in der Anlage befindliche Tabelle führt die finanziellen Laufbahnen des Personals des Belgischen Rundfunk- und Fernsehentrums der Deutschsprachigen Gemeinschaft auf.

Art. 2. Der Minister für Medien, Erwachsenenbildung, Behindertenpolitik, Sozialhilfe und Berufsumschulung wird mit der Durchführung vorliegenden Erlasses beauftragt.

Art. 3. Vortliegender Erlaß tritt am 1. Januar 1994 in Kraft.

Eupen, den 15. Dezember 1994.

Für die Regierung der Deutschsprachigen Gemeinschaft:

Der Minister-Präsident,

Minister für Finanzen, Volksgesundheit, Familie und Senioren, Sport, Tourismus,
internationale Beziehungen und für Denkmäler und Landschaften,

J. MARAITE

Der Minister für Medien, Erwachsenenbildung, Behindertenpolitik, Sozialhilfe und Berufsumschulung,

K.-H. LAMBERTZ